



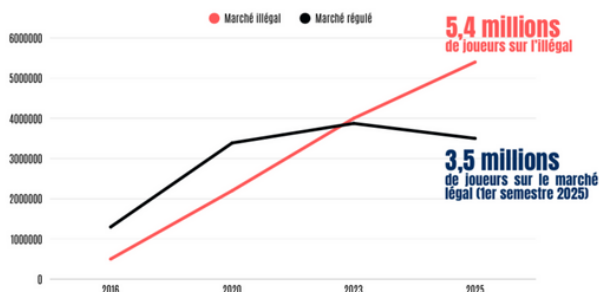
ALERTE SUR LE MARCHÉ ILLÉGAL DES JEUX EN LIGNE : LA FRANCE DÉPASSE LE STADE CRITIQUE DES 5,4 MILLIONS DE JOUEURS EN 2025

UNE SITUATION INCONTRÔLÉE QUI MENACE LA PROTECTION DES JOUEURS FRANÇAIS ET PRIVE L'ÉTAT D'1,2 MILLIARD D'EUROS CHAQUE ANNÉE

L'Association Française du Jeu en Ligne (AFJEL) révèle l'actualisation de l'étude menée pour l'Autorité nationale des jeux (ANJ) sur le marché illégal des jeux en ligne. Les résultats sont alarmants : en 2 ans, le nombre de joueurs français sur des sites illégaux a connu une croissance record de +35 %. Absence de règles de protection des joueurs, vols de données d'identité et de données bancaires, opacité des flux financiers, risques de blanchiment d'argent... la France fait face à une bombe à retardement.

+35% en 2 ans : une croissance alarmante du jeu illégal

Avec 5,4 millions de Français pour un produit brut des jeux (PBJ) de 2 milliards d'euros, le marché illégal a dépassé le marché régulé des jeux en ligne en France.



En seulement deux ans, le nombre de joueurs sur le marché illégal enregistre un record de croissance (+ 35 %). Ces plateformes illégales proposent aux joueurs français une offre (interdite en France) essentiellement basée sur des jeux de casino en ligne, complétée désormais par des paris sur l'e-sport (également interdits).

Ces plateformes illégales attirent les clients avec des bonus démesurés, inondent les réseaux sociaux de publicités, recourent à des influenceurs peu scrupuleux, sponsorisent des équipes sportives, et manipulent les moteurs de recherche pour valoriser leur offre.

Accessibles facilement (souvent sans VPN), ces plateformes usurpent logos et agréments officiels pour tromper le public : **plus de 80% des joueurs sur l'illégal ignorent que ces sites sont illicites.**

La France qui est le dernier pays de l'Union européenne (avec Chypre) à ne pas avoir autorisé le casino en ligne, est désormais **l'un des marchés les plus exposés d'Europe à l'offre illégale.**

Un fléau pour la protection des Français

Le fléau de l'illégal en France génère de graves menaces pour les Français :

- **Pour la santé publique** : ces plateformes **ne respectent aucune règle de jeu responsable et ne protègent pas les joueurs.** Leur modèle économique repose même sur une surstimulation des joueurs à risque : **2 joueurs sur 3 sur ces plateformes présentent une pratique excessive et pathologique.** L'offre illégale constitue un problème majeur de santé publique : plus de 3 millions de Français ont développé une addiction en jouant sur le marché illégal.
- **Pour la cybersécurité** : **70 % des joueurs interrogés ont reconnu avoir été victimes d'actes de cyber malveillance** (vols de données, arnaques financières, impossibilité de retirer les gains...) ; les opérateurs illégaux recourant à des technologies toujours plus sophistiquées pour menacer la sécurité numérique.

1. Baromètre AFJEL 2025 réalisé sur la base de l'actualisation à iso-méthode de l'étude menée par le Cabinet PwC pour l'ANJ sur le marché illégal de jeux d'argent et de hasard en ligne en France.



Un manque à gagner considérable pour l'État

Alors que la France fait face à un impératif budgétaire majeur, l'étude actualise **le manque à gagner annuel pour les finances publiques** : il est désormais **supérieur à 1,2 milliard d'euros par an** (+30% par rapport à 2023).

Cette expansion du marché illégal prive ainsi l'État de ressources considérables qui pourraient être réinvesties dans la prévention du jeu excessif, la cybersécurité, la lutte contre la fraude et le financement du sport français.

A cela s'ajoute les coûts supportés par la collectivité pour la prise en charge des personnes en situation d'addiction du fait du marché illégal, dont une étude du cabinet Astérès (2024) avait évalué le coût à **4 milliards d'euros par an**.

Une criminalité qui s'industrialise au détriment du marché légal

L'arrestation récente de dirigeants de « Crésus Casino » à la mi-octobre 2025 a révélé qu'en 4 ans seulement, ce site illégal dédié au marché français a compté 1 million de joueurs mensuels, générant 1 milliard d'euros de chiffre d'affaires et 350 millions d'euros de bénéfices. **Cela donne une indication sur les intérêts considérables qui sont en jeu à l'échelle du marché illégal.**

Outre ces offres de jeux non autorisées, tous ces sites offshore proposent également des offres de paris sportifs ou de paris hippiques en ligne, entrant ainsi en confrontation directe avec l'offre légale. **Ils exercent ainsi une pression intense sur les acteurs agréés par l'ANJ en nourrissant une concurrence totalement déloyale.**

2. Réguler le marché illégal des casinos en ligne : un impact socio-économique positif – ASTÉRÈS

L'urgence de reprendre le contrôle de la situation

L'AFJEL alerte sur cette situation, désormais hors de contrôle. Elle appelle à **une mobilisation urgente des pouvoirs publics** et des acteurs du numérique autour de trois priorités :

1. **Légaliser le casino en ligne** pour assécher l'offre illégale ;
1. **Renforcer la lutte contre la publicité illégale sur Internet et les réseaux sociaux** et sensibiliser les publics aux dangers de ces sites ;
1. **Couper les flux financiers alimentant les sites illégaux et leurs partenaires**, en agissant notamment sur les fournisseurs de paiement.

« Le marché illégal des jeux en ligne atteint un niveau critique en France. Il représente une concurrence déloyale insupportable pour les entreprises agréées. Nous appelons à une réponse claire et urgente : mettre fin à cette anomalie française en légalisant le casino en ligne pour mieux le contrôler. C'est la seule manière d'enrayer ce fléau. Il ne s'agit pas de "créer une nouvelle activité de jeu en ligne" puisqu'elle existe déjà sur le marché illégal. Il s'agit de la ramener dans les circuits contrôlés par l'Etat afin qu'elle soit canalisée, tracée et fiscalisée, comme l'ont fait les autres pays européens. »

Nicolas Béraud, Président de l'AFJEL

A propos de l'Association Française du Jeu en Ligne (AFJEL)



L'Association Française des Jeux en Ligne (AFJEL) est la seule organisation professionnelle qui réunit et représente la quasi-totalité des entreprises agréées de jeux en ligne en France. Créée en 2011, l'association promeut l'essor d'un secteur du jeu en ligne sécurisé, innovant, éthique et responsable. Elle œuvre, avec ses membres et plus largement avec l'ensemble de l'écosystème à la protection et à la sécurité numérique des joueurs, à la promotion des plus hauts standards de jeu responsable et à la lutte contre le jeu illégal.